

Pour que le G20 tienne ses promesses

*Par Pierre CLAUSS
Enseignant-chercheur,
responsable de la filière
Finance à l'ENSAI, à Rennes.*

Le G20 de Pittsburgh, aux États-Unis les 24 et 25 septembre, peut être un rendez-vous majeur dans la définition d'un nouvel ordre financier. Encadrement des bonus, augmentation des capitaux propres détenus par les banques, gestion du risque systémique... Mais que signifient exactement toutes ces propositions ? Et sont-elles réellement utiles ? Il est nécessaire pour répondre à ces questions de bien comprendre la cause déterminante de la crise financière. Les bonus exorbitants accordés aux cadres des banques ne sont que le symptôme d'un mal plus profond.

Revenons en arrière, en septembre 2008. De nombreux États décident de venir en aide à leurs banques. En réalité, ils y sont obligés pour sauver le système financier.

Et c'est là le cœur du problème : les banques, et surtout les grandes, savaient que les États seraient dans l'obligation de les aider dans le cas où elles se trouveraient en difficulté. Cela pour éviter des

effets désastreux sur les crédits, l'investissement, l'emploi, et donc la société dans son ensemble. Elles en étaient tellement conscientes qu'elles ont pris des risques démesurés pour créer encore plus de rentabilité : via les produits subprimes par exemple. C'est cet effet pervers, appelé par les économistes « l'aléa moral », mal nommé ici puisque relativement immoral, qui a fait naître la crise financière.

Il faut donc réglementer de manière stricte et claire les banques ; pour les obliger à moins jouer avec l'argent. Il faut encadrer très fortement les bonus et créer les malus, mais surtout leur imposer de conserver davantage de capitaux propres _ ce sont les capitaux dont elles sont propriétaires _ relativement aux risques qu'elles prennent. Si une banque décide de prêter des sommes considérables à des ménages peu solvables ou à des PME innovantes mais risquées, elle devra en conséquence avoir en réserve des liquidités plus importantes. De la même manière pour un trader qui investit dans des produits très rentables mais peu sûrs, la banque devra détenir plus de capitaux propres.

Cela permettra de limiter la

menace de voir le système financier faire faillite, menace que l'on appelle risque systémique. L'aléa moral sera minimisé, les banques prendront moins de risque, les États devront alors s'occuper d'aider plus directement les ménages peu solvables et les PME innovantes, et le système se portera mieux.

Mais cela doit être réalisé dès maintenant. D'aucuns évoquent le risque de freiner la reprise si l'on impose aux banques des règles drastiques dès aujourd'hui. Cependant, avant même l'application de règles plus contraignantes et malgré l'aide des États, nous ne pouvons pas dire que les banques facilitent le crédit et la reprise. Et ce n'est pas leur rôle d'être à l'origine de la reprise de l'économie, mais plutôt celui des États, en permettant le développement d'un système sain et juste.

Les politiques, Nicolas Sarkozy en tête, vont donc dans le bon sens. Mais il ne faut surtout pas que leur pression sur le monde financier faiblisse. Les annonces doivent être suivies, après le G20, d'actes forts et harmonisés au niveau mondial. Car les peuples n'accepteront pas de payer une seconde fois.